

LA GAUCHE FRANÇAISE face au problème algérien

LA crise de mai 1958 et la naissance de la V^e République ont révélé au conservatisme de la gauche traditionnelle les dimensions réelles du problème colonial dans la France contemporaine. Et le fascisme qui nous menace aujourd'hui n'est pas né d'une crise économique métropolitaine ; il ne dispose pas de forces de masse importantes, en France ; mais la menace en est apportée d'Alger par l'armée, et le gaullisme qui en tire une de ses raisons d'être apparaît ainsi comme la sanction de notre impuissance à définir et à régler le problème colonial français depuis la Libération :

J'écris à dessein : à définir et à régler. Car le problème est à la fois théorique et pratique. Le déroulement de la guerre d'Algérie depuis bientôt six ans n'a cessé de surprendre et de déconcerter le mouvement ouvrier français, qui était, aussi peu préparé que possible à cette longue et dure guerre : les chefs obscurs du F.L.N. qui ont mobilisé l'opinion algérienne à la Toussaint 54 n'ont pas seulement surpris les notables du nationalisme algérien ; ils ont en même temps pris de court l'ensemble de la gauche française. Car cette guerre n'était pas, sans doute, la voie de libération de l'Algérie qu'aurait souhaitée le mouvement ouvrier français, ni surtout celle qu'il avait prévue.

En effet, les préférences socialistes allaient, de longue date, à l'assimilation

dans le cadre (supposé) d'une politique métropolitaine progressive, solution qui en 1936 et en 1944-45, aurait pu rallier sans doute un grand nombre de notables politiques algériens. La doctrine coloniale de la S.F.I.O. prenait appui sur l'universalisme jacobin hérité de la Révolution française ; mais cet universalisme pouvait couvrir aussi une politique chauvine et colonialiste d'oppression d'une réalité nationale par une minorité ethnique ; les traditions jacobines de la gauche française ont joué dans ce domaine un rôle dont il est impossible de ne pas voir aujourd'hui le caractère mystificateur.

Cela est d'autant plus vrai qu'à la même époque, en 1937, du côté communiste, Maurice Thorez avait exprimé très clairement la doctrine de la « nation algérienne en formation » : nation qui engloberait, à la suite d'une fusion progressive et pacifique, réalisée par l'alliance des masses musulmanes et des petits Blancs contre la grosse colonisation, les différents éléments de la population à l'intérieur d'un État national algérien, ce processus devant être facilité par une politique métropolitaine d'aide économique et d'égalité civile et sociale.

"Volonté rétrograde"

Ces idées et ces prévisions politiques n'étaient d'ailleurs pas absurdes en 1936-37 ; elles représentaient peut-être

autant de solutions possibles du problème algérien. Mais elles avaient en commun cette présupposition d'une véritable politique socialiste de la part de la France, politique qui ne fut jamais pratiquée, ni même sérieusement envisagée, pas plus en 1936 qu'en 1944-45 : à examiner la politique coloniale du Front Populaire ou des gouvernements tripartites de la Libération, on est stupéfait de son inexistence profonde. Quelques hauts fonctionnaires limogés et remplacés ne suffisent pas à la définition d'une politique. Mais enfin, l'erreur n'est pas tellement d'avoir formulé il y a vingt ou vingt-cinq ans une politique algérienne illusoirement « optimiste » ; elle est surtout de s'y tenir aujourd'hui, où la cruauté des faits et de l'histoire réelle a déchiré le voile des idéologies justificatrices. Car l'histoire de l'Algérie a pris un autre cours, celui d'une guerre civile entre deux populations d'origine différente, dont l'une, minoritaire et privilégiée, a l'appui massif de l'impérialisme français.

Dès 1945 d'ailleurs, les dés en furent jetés. La gauche au pouvoir gâcha sans doute à cette époque la dernière chance d'une évolution démocratique pacifique de l'Algérie. Car la deuxième guerre mondiale, l'installation du gouvernement de la France Libre à Alger, la participation importante de jeunes Musulmans à la guerre antifasciste, les déclarations libérales du général Catroux, puis l'action du gouverneur général Chataigneau, avaient marqué un certain rapprochement de la démocratie française et du nationalisme algérien. Mais cette courte période où un nouvel avenir algérien semblait ouvert, et fut promis, se solda par un bilan tragiquement contradictoire. Pour la démocratie française, la victoire sur le nazisme, la libération du pays, d'importantes conquêtes sociales, un gouvernement de progrès. Pour

l'Algérie, Sétif et Guelma, les massacres de mai 45, 30 à 40.000 morts, la réinstallation du système colonial, les élections à la Naegelen sous le couvert du statut de 1947. Dans cette alliance truquée, l'Algérie avait tout joué et tout perdu : elle n'avait pas ménagé le sang de ses fils, les tirailleurs de l'armée d'Italie qui prirent Rome, Cassino, Sienna, pour libérer la France et permettre à ses classes dirigeantes de compter un peu à la table de la victoire ; un an après, ce sang était à nouveau versé par un gouvernement français qui lui devait son existence. Les ministres socialistes et communistes siégeaient dans ce gouvernement : la France semblait donc unanime dans une volonté rétrograde. C'est l'époque où les chefs du M.T.L.D. furent dénoncés comme « hitlériens » par les dirigeants du P.C.F.

Ce bilan consacre la faillite du paternalisme jacobin de la gauche française. Il est évident dès lors que les nationalistes algériens ne joueront plus jamais le rôle d'une infanterie sacrifiée aux grands desseins des États-majors politiques français, fussent-ils « de gauche ». Ils sont désormais majeurs, d'une majorité politique durement apprise, chèrement acquise : la Toussaint 54 l'apprendra à ceux qui persistent à ignorer la réalité.

Un combat accessoire

Mais même depuis 1954, la gauche française a beaucoup de mal à assimiler cette réalité. Face à la guerre d'Algérie, le jacobinisme S.F.I.O. s'est ouvertement révélé comme identique en son fond au nationalisme le plus traditionnel de la droite française: C'est le socialiste Mollet, c'est le jacobin Lacoste qui portent sans doute les plus écrasantes responsabilités dans la poursuite et l'aggravation de la guerre

d'Algérie depuis 1956. Leur politique nationaliste a profondément contribué à désorienter l'opinion publique française, notamment à gauche : en effet, un gouvernement socialiste était pour les ultras le gouvernement idéal pour envoyer le contingent en Algérie, parce qu'il était le seul à pouvoir le faire accepter par le pays en 1956, au lendemain d'élections générales qui avaient cristallisé la victoire de la revendication exactement inverse. Et finalement, le chauvinisme de la direction de la S.F.I.O. n'aboutit pas seulement à une crise du vieux parti, que les meilleurs éléments quittèrent pour fonder le P.S.A. ; il fraya la route aussi, par ses capitulations successives devant le chantage de l'armée et des ultras, au coup de force du 13 Mai et à la liquidation de la démocratie en France.

Mais le reste de la gauche ? Surpris par le déclenchement de la guerre d'Algérie, à un moment où il venait d'inaugurer une courageuse politique tunisienne, le gouvernement Mendès-France ne put entamer ni même définir une action décolonisatrice en Algérie. Depuis, les milieux influencés par ce qu'on appela le mendésisme, avant le ralliement de leur leader au socialisme, firent essentiellement porter leur action sur la campagne d'information contre les tortures, campagne qui a son centre social dans les milieux universitaires et chrétiens (paradoxalement réunis après un long divorce historique, alors qu'au contraire un certain anticléricalisme S.F.I.O. a pu servir de couverture à la politique Lacoste en Algérie).

Mais cette campagne même, qui rappela un peu les conditions de l'affaire Dreyfus, — en ce qu'une petite bourgeoisie intellectuelle cherche à atteindre des objectifs politiques au nom d'exigences morales —, si elle fait honneur aux hommes et aux or-

ganisations qui la mènent, reste néanmoins un combat accessoire : elle peut même retarder la prise de conscience des solutions nécessaires dans la mesure où elle substitue la morale à la politique et où elle laisse à penser que, sans torturer, avec une armée « pure », la France de Bayard pacifierait une Algérie soumise à nos vertus. Les illusions moralisantes ont d'ailleurs recoupé, dans bien des cas, des illusions économiques sur la bonne volonté du capitalisme français à industrialiser l'Algérie et ont pu nourrir le rêve d'un néo-colonialisme « libéral ».

L'anesthésie

Or, dans la même période, la politique algérienne du P.C.F. s'avérait incapable d'une critique sérieuse de ses positions passées et d'une action réelle sur le déroulement des événements. En 1954, communistes français et algériens sont surpris par le début de l'insurrection armée, qu'ils désapprouvent publiquement. Le P.C.F. n'en avance pas moins le mot d'ordre de négociation, mais en définissant d'avance les limites de cette négociation qui se ferait dans le cadre de l'Union Française et comporterait le maintien de liens économiques et politiques permanents entre les deux pays. Nul doute que la crainte de voir s'installer, à la place des colons français, les hommes d'affaires et les militaires américains n'ait joué un rôle prépondérant dans ces positions : pour le P.C.F., l'Algérie continuait d'être envisagée comme un pion dans une stratégie mondiale commandée par les intérêts soviétiques. En 1956, le groupe parlementaire communiste, au nom de l'unité ouvrière, votait les pleins pouvoirs à Guy Mollet. La même année, en présence d'un mouvement spontané des rappelés contre leur départ pour l'Algérie (qu'on se souvienne des incidents de la gare de Lyon à Paris, du

camp de Mourmelon ou de Rouen), le P.C. se refuse à l'organiser et même à le soutenir sérieusement, comme en témoigne la presse communiste de l'époque. Des jeunes rappelés sont emprisonnés, la plupart d'ailleurs communistes, tel Alban Liechti, refusant dès juillet 56 de partir en Algérie. L'Humanité n'en souffle mot à l'époque, réservant ses colonnes à la campagne contre Speidel, qui réunit aux communistes les hommes de l'extrême-droite nationaliste, et notamment de l'ex-R.P.F. : c'est l'unité d'action avec les gaullistes, comme quelques années auparavant, à propos de l'Europe. Au début de l'année 58 encore, la propagande communiste est axée autour du problème des rampes de lancement atomiques, et de l'exaltation du sentiment national français contre les U.S.A. : rien d'étonnant si le coup de force du 13 Mai trouve, dans les masses de l'extrême gauche aussi, l'opinion consentante. Non que les militants du P.C. n'aient pas fait ce qu'ils ont pu, dans ce triste mois de mai 58, contre le fascisme algérois et l'instauration du pouvoir personnel en France : mais leur clientèle traditionnelle, et notamment la majorité de la classe ouvrière, ne « suivait » pas, anesthésiée, face au gaullisme, par des années de chauvinisme jacobin.

On est ainsi frappé, en confrontant les politiques aux données réelles du

problème, par le caractère à la fois anachronique et inadapté des mots d'ordre de la gauche sur l'Algérie. Ils procèdent, à vrai dire, non seulement d'une certaine ignorance de la situation réelle, mais surtout d'une déviation nationaliste, qui traduit, à gauche comme à droite, le refus de la société française contemporaine à s'accepter pour ce qu'elle est : une puissance européenne parmi les autres dans un monde dominé par deux super-puissances, et par la libération inévitable des anciens pays coloniaux. Le P.S.U. est né précisément de cette crise théorique et pratique de la gauche traditionnelle, pour remédier à l'irréalisme, et par conséquent à l'impuissance des deux partis qui influencent le mouvement ouvrier français depuis 1920. Il n'a rien à craindre des vérités de notre époque, qui ne sont cruelles que pour la bourgeoisie française et un système impérialiste qu'elle a cru éternel. En reconnaissant catégoriquement et sans conditions le droit du peuple algérien à l'indépendance, il doit animer une lutte plus ferme que dans le passé pour la négociation et la paix en Algérie. Ce n'est pas seulement, ni surtout, un impératif moral ; c'est aussi la condition de son développement comme grand parti de la France d'aujourd'hui et de demain.

A. DELCROIX